

VENT DE CHANGEMENT SUR LES ÎLES

Plate-forme intersectorielle
de l'UNESCO pour les PEID



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture





© Thomas Jensen

© Ebonie Fifita

© Commission nationale jamaïcaine pour l'UNESCO

TABLE DES MATIÈRES

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 3

VALORISER LE PATRIMOINE ET LES SAVOIRS 5

LES SOCIÉTÉS DU SAVOIR 6

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE 7

ENVIRONNEMENT NATIONAL ET RÉGIONAL FAVORABLE 9

RESSOURCES TERRESTRES, CÔTIÈRES ET MARINES 9

RESSOURCES EN EAUX DOUCES 10

CATASTROPHES NATURELLES ET ENVIRONNEMENTALES 10

LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT (PEID) SONT AUJOURD'HUI CONFRONTÉS À DES DÉFIS SANS PRÉCÉDENT. DANS UN MONDE DE PLUS EN PLUS GLOBALISÉ ET INTERCONNECTÉ, OÙ LES CONDITIONS CLIMATIQUES ÉVOLUENT RAPIDEMENT, LES PETITES ÎLES SONT PARTICULIÈREMENT EXPOSÉES, EN RAISON À LA FOIS DES INTEMPÉRIES DE PLUS EN PLUS VIOLENTES ET IMPRÉVISIBLES, DE L'ÉLÉVATION DU NIVEAU DE LA MER, MAIS AUSSI DE LEUR ISOLEMENT GÉOGRAPHIQUE ET DE LA VULNÉRABILITÉ DE LEUR ÉCONOMIE.

CEPENDANT, LES PETITES SOCIÉTÉS INSULAIRES SONT CONNUES POUR SURMONTER LES ÉPREUVES GRÂCE À LEURS CAPACITÉS À INVENTER ET AFFINER DES APPROCHES INÉDITES ET NOVATRICES POUR SE DÉVELOPPER, MOBILISER LA SOCIÉTÉ ET ADAPTER LEUR TECHNOLOGIE.

CETTE BROCHURE MET EN EXERGUE QUELQUES-UNES DES NOMBREUSES ACTIVITÉS DÉPLOYÉES PAR L'UNESCO SUR LA PLATE-FORME INTERSECTORIELLE DES PEID. EN S'APPUYANT DE PLUS EN PLUS SUR L'INTERDISCIPLINARITÉ, EN EXPLOITANT L'EXPERTISE ENGRANGÉE AU SIÈGE DE L'UNESCO AUSSI BIEN QUE DANS SES BUREAUX HORS-SIÈGE, L'UNESCO SOUTIENT LES PAYS MEMBRES DES PEID EN S'EFFORÇANT D'ÊTRE À LA HAUTEUR DE CES SOCIÉTÉS INSULAIRES EN TERMES D'INVENTIVITÉ ET DE DÉTERMINATION.





La plate-forme intersectorielle pour les PEID

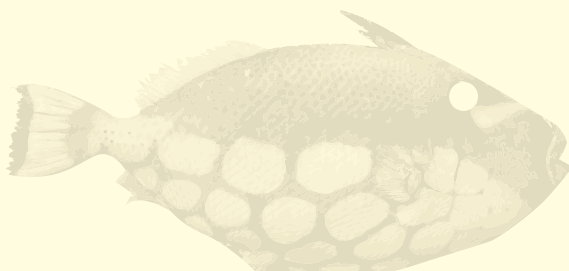
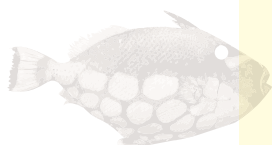
Les plates-formes intersectorielles sont, pour l'UNESCO, un mode d'action innovant destiné à renforcer la collaboration entre les cinq Secteurs de son programme : éducation, sciences naturelles, sciences sociales et humaines, communication et information. Les défis complexes rencontrés de nos jours exigent souvent une réaction intersectorielle, et c'est l'un des grands privilèges dont jouit l'UNESCO dans la sphère multilatérale. Ces plates-formes établissent des stratégies concertées et composent des équipes opérationnelles ayant des spécialités complémentaires, travaillant dans des Secteurs différents, et surtout, dans des régions et des pays différents.

C'est par la plate-forme pour les PEID que s'effectue la mise en œuvre de la stratégie de Maurice pour le développement durable des petits États insulaires en développement. Cette plate-forme s'inspire de l'approche intégrée des moyens d'existence et du développement durable des îles, en mettant l'accent sur les relations et la coopération interrégionales. Signe évident du statut prioritaire attribué aux PEID dans l'actuelle stratégie à moyen terme de l'UNESCO, la plate-forme intersectorielle repose sur une base géographique lui permettant d'entrer en interaction avec d'autres plates-formes consacrées à des thèmes spécifiques comme le changement climatique ou l'éducation au service du développement durable.

Devant les multiples défis auxquels sont confrontés ces pays, la plate-forme des PEID garantit une utilisation productive de l'expertise interdisciplinaire exclusive de l'UNESCO – que ce soit en sciences naturelles et sociales, changement climatique, éducation au service du développement durable, patrimoine naturel, culturel et immatériel, articulation des savoirs scientifiques et autochtones ou encore gestion des connaissances et de l'information pour la prise de décisions.

Un site web dédié est régulièrement mis à jour afin d'illustrer l'ensemble des activités et des manifestations de l'UNESCO qui participent à la mise en œuvre de la stratégie de Maurice.

www.unesco.org/en/sids



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

© UNESCO/Apia

« DES POPULATIONS EN MOUVEMENT » DANS LES ÎLES DU PACIFIQUE

On observe dans le Pacifique l'émergence de changements de l'environnement liés au climat : élévation de la température, hauteurs extrêmes des marées et intensité croissante des tempêtes tropicales. De nombreux insulaires du Pacifique vivent sur des atolls bas, dont certains subissent déjà des modifications de l'environnement, lesquelles menacent les conditions sanitaires, la sécurité alimentaire et les habitations. Les populations installées sur les grands deltas et les régions côtières – et c'est le cas de la majorité des insulaires du Pacifique, à l'exception des habitants des hautes terres de Papouasie Nouvelle-Guinée – pourraient avoir à souffrir de la montée du niveau de la mer. Les communautés ont réagi en se déplaçant : certains insulaires sont déjà en train de changer de localité.

En mai 2009, le *Réseau Asie-Pacifique de recherches sur les migrations* a accueilli, avec le soutien du bureau de l'UNESCO à Apia et l'Université du Pacifique Sud, le premier atelier du Pacifique sur la migration provoquée par le changement climatique. Plusieurs pistes ont été dégagées pour la poursuite des recherches et la conception de nouvelles politiques. Les discussions ont porté sur des questions vitales comme de savoir pourquoi les personnes se déplacent – ou restent sur place – et comment elles investissent les nouveaux territoires, comment elles sont accueillies, et les conséquences sociales de la migration parmi les communautés du Pacifique.

Contribution du Bureau SHS d'Apia

La Plate-forme intersectorielle pour faire face au changement climatique

La Plateforme du changement climatique participe à la mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO visant à apporter une réponse efficace au changement climatique en faisant appel à tous les domaines de compétence de l'Organisation. Cette stratégie reconnaît qu'il est indispensable d'adopter à l'égard du changement climatique une approche intégrée afin de répondre à tous les aspects de la question, notamment l'environnement, l'économie, la société, la culture, l'éducation, l'information, la parité entre hommes et femmes, les attitudes et les comportements.

La plate-forme réunit plus de 40 activités en cours de réalisation, portant sur le climat, à travers tous les secteurs de l'UNESCO, en privilégiant les contributions apportées à la base mondiale des connaissances sur le changement climatique. Du fait de leur plus grande vulnérabilité au changement climatique, les travaux de la plate-forme sur le changement climatique accordent une attention particulière aux PEID, en étroite collaboration avec la plate-forme intersectorielle pour les PEID.

L'ÉDUCATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le séminaire international de l'UNESCO sur l'éducation au changement climatique s'est tenu à Paris en juillet 2009, avec le soutien financier du gouvernement danois. Il portait sur le rôle de l'éducation face au changement climatique, et en particulier sur les problèmes qu'il pose pour les PEID. Les recommandations du séminaire apporteront une contribution essentielle à la mise au point de l'action de l'UNESCO en matière de changement climatique et d'éducation au changement climatique.

Contribution des Plates-formes intersectorielles sur le changement climatique, l'EDD et les PEID.

EN PREMIÈRE LIGNE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : UN FORUM MONDIAL

Les habitants des petites îles, les peuples autochtones et les autres communautés vulnérables sont restés en marge des débats autour du changement climatique mondial. Afin de combler cette lacune, l'UNESCO a lancé, en juin 2008, le forum intitulé 'En première ligne face au changement climatique'. Décliné en anglais, espagnol et en français, ce forum virtuel favorise le partage et l'échange d'observations, de préoccupations et d'innovations relatives au changement climatique au niveau des communautés : impacts, opportunités et adaptation. Ce forum est le fruit d'une collaboration entre l'UNESCO et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, le Secrétariat de l'Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones et le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. En plus des discussions en ligne, auxquelles participent les communautés des petites îles, des villages ruraux et autochtones, le Forum finance actuellement, avec l'aide du gouvernement danois, des projets de petite envergure, au niveau communautaire, sur les conséquences du changement climatique et les stratégies d'adaptation.

www.climatefrontlines.org
Contribution de SC/PSD/SII

LE REPORTAGE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : LES MÉDIAS DANS LE PACIFIQUE

L'UNESCO s'associe aux agences de médias du Pacifique afin de renforcer la qualité, la fréquence et la permanence du reportage sur les principaux aspects du développement durable, y compris ceux du changement climatique. Parmi les activités récentes et en cours figurent l'organisation de plusieurs sessions de formation régionales, où les journalistes du Pacifique sont tenus informés par les scientifiques locaux des activités régionales et internationales liées au changement climatique. Ils reçoivent également une formation intensive sur la façon de présenter à leur public les données et les reportages.

Contribution de CI, Bureau d'Apia



© Shell Foundation



© Vanessa Tulone



© Shell Foundation



© Thomas Jensen

VALORISER LE PATRIMOINE ET LES SAVOIRS



RECONNAÎTRE LE PATRIMOINE MONDIAL DANS LES ÎLES

Le *Programme du patrimoine mondial pour les PEID* coordonne la mise en œuvre de la stratégie de Maurice dans le contexte de la *Convention du patrimoine mondial*, avec le soutien d'un certain nombre de donateurs. Courant 2009, presque tous les PEID ont ratifié la convention. Le nombre de biens des PEID inscrits sur la liste du patrimoine mondial est en constante augmentation. En 2008, quatre nouveaux biens ont été admis : le centre historique de Camaguey (Cuba), le paysage culturel Le Morne (Maurice), l'antique site agricole de Kuk (Papouasie Nouvelle-Guinée) et le domaine du chef Roi Mata (Vanuatu). En 2009, Cidade Velha (Cap Vert) a été ajouté.

Des programmes ciblés du patrimoine mondial ont été créés dans les PEID, aussi bien dans les Caraïbes que dans le Pacifique afin de soutenir les Etats membres dans leur travail avec la Convention. Le Manuel du programme de renforcement des capacités dans les Caraïbes, mis au point en 2008, se compose de modules de formations sur la mise en œuvre de la Convention, ainsi que sur le tourisme, la prévention des risques, les paysages culturels et les cités historiques. Une série d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation a également eu lieu dans les PEID d'Afrique.

Dans le Pacifique, quatre propositions de nomination au patrimoine mondial ont été soumises en 2009 et une étude thématique – *Cultural Landscapes of the Pacific Islands* – a été menée par le Conseil international des monuments et des sites. En outre, une étude de faisabilité sur la création d'un fonds du patrimoine mondial du Pacifique a été lancée par l'intermédiaire du bureau de l'UNESCO à Apia

Contribution de CLT/WHC

LE SAVOIR DES FEMMES CRÉOLES DES MASCAREIGNES

Le savoir que détiennent les femmes sur les plantes médicinales et la médecine traditionnelle aux Mascareignes, dans l'océan Indien (Réunion, Maurice, Rodrigues), trouve son origine dans les synergies complexes associant les systèmes de savoirs et les visions du monde africains, chinois, européens et indiens. Ces pratiques médicinales créoles, qui continuent à pourvoir aux besoins sanitaires locaux ont été recensées dans le cadre du programme des systèmes de savoirs locaux et autochtones (LINKS) et feront bientôt l'objet d'une publication richement illustrée.

Contribution de SC/PSD/SII

METTRE EN PARTAGE L'EXPRESSION CULTURELLE DES DIFFÉRENTES ÎLES

L'UNESCO applique une démarche interdisciplinaire à l'égard de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans les PEID du monde entier. Un projet visant à protéger le *taarab*, forme traditionnelle de musique swahilie, a été mené à bien en facilitant les rencontres entre musiciens des Comores et de Zanzibar (Tanzanie). Ils ont ainsi pu partager leur expérience musicale et raviver des relations culturelles historiques. Ce projet a donné lieu à la réalisation d'un documentaire sur DVD et à la construction d'une école ou centre de musique.



© Amanda John

LES SOCIÉTÉS DU SAVOIR

L E PROGRAMME INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION

Ce programme de l'UNESCO joue un rôle important dans le développement des médias des PEID. Il a contribué à financer plus de 185 projets (116 projets nationaux et 69 projets régionaux) couvrant 32 PEID, pour un montant total de 3,5 millions de dollars. Les derniers projets en date approuvés couvrent notamment les domaines suivants : le renforcement des capacités en termes de médias, la technologie des médias, la télévision et la radio communautaires, la réalisation assistée de vidéos, les arts de la communication, la production de programmes radiophoniques et les techniques de programmation et les réseaux de télévision communautaires pour les prisons.

Contribution de CI

F REE FM : PROJET DE CENTRE MULTIMÉDIA COMMUNAUTAIRE

Le *Projet FREE* (Facilitating Rehabilitation, Education and Entertainment) FM *de recherche par l'action du centre multimédia communautaire* est une initiative conjointe du Département jamaïcain des services pénitentiaires (DCS) et de l'UNESCO. Il a été piloté par le Centre correctionnel pour adultes de Tower Street, à la Jamaïque, prison de haute sécurité, et mis en œuvre en collaboration avec Students Expressing Truth (SET), organisme de réhabilitation et de réinsertion des prisonniers.

FREE FM instaure, à travers l'ensemble du DCS, un climat positif et interactif par le multimédia, impliquant le personnel pénitentiaire et administratif, les détenus et leurs familles. Il fonctionne, pour le DCS, comme véhicule des programmes d'acquisition des compétences élémentaires, en offrant une possibilité réelle de réformer l'éducation et la communication à l'intérieur des prisons. Les programmes sont conçus et diffusés de façon à permettre aux détenus de s'instruire et de se tenir au courant des événements survenus dans l'ensemble du système pénal et de créer une ambiance favorable à l'étude, qui bénéficie aux prisonniers comme au personnel.

Contribution de CI, Bureau de Kingston

Dans le Pacifique, de nombreuses langues mélanésiennes sont menacées de disparition par suite du déclin progressif de leur usage et de l'absence de transcription. Un projet destiné à préserver et revitaliser les langues sans écriture est mené depuis 1996 dans trois pays mélanésien (Papouasie Nouvelle-Guinée, îles Salomon et Vanuatu). Des étudiants en linguistique et des enseignants locaux ont été formés afin d'effectuer des enquêtes de terrain et analyser les données recueillies. Celles-ci servent actuellement à l'élaboration de matériel scolaire.

L'Atlas de l'UNESCO des langues en péril dans le monde facilite la sensibilisation aux risques et à la nécessité de sauvegarder la diversité linguistique du monde. Sa dernière édition (2009) fait état d'environ 2 500 langues, dont plus de 200 appartiennent aux PEID. L'atlas peut être consulté gratuitement sur Internet à l'adresse : www.unesco.org/culture/fr/endangeredlanguages/atlas

Contribution de CLT/CIH/ITH



© E. Waterman

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



SANDWATCH – ÉDUCATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet Sandwatch offre aux enfants, aux adolescents et aux adultes, dans les écoles ou les villages, une chance de développer collectivement une étude critique sur les problèmes et les conflits relatifs à l'environnement de leurs plages. Il favorise le développement d'approches durables vouées à relever ces défis, tout en stimulant l'émergence de stratégies d'adaptation au changement climatique local.

Lancé par l'UNESCO il y a une décennie, Sandwatch fonctionne aujourd'hui dans plus de 20 PEID à travers le monde, coordonné par la Fondation à but non lucratif Sandwatch. Grâce au soutien financier du gouvernement danois, une série d'ateliers de formation organisés en 2009 et 2010 sert à tester les nouveaux chapitres traitant du changement climatique qui seront introduits dans l'édition révisée du Manuel de Sandwatch. Une base de données mondiale dédiée est par ailleurs en cours de réalisation : elle permettra d'enregistrer systématiquement et de diffuser largement les données recueillies par les équipes de Sandwatch dans le monde.

Sandwatch est considéré comme un projet phare par le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU). Ce réseau mondial fondé en 1953, regroupe plus de 8 500 établissements de 178 pays. Ce sont notamment des écoles maternelles, primaires, secondaires et professionnelles ainsi que des écoles de formation des enseignants.

www.sandwatch.org

Contribution de SC/PSD/SII, ED/BAS/ASP, ED/UNP/DESD

CONSORTIUM DES UNIVERSITÉS DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Ce consortium (UCSIS) regroupe les universités des Antilles anglophones, de Malte, de Maurice, du Pacifique Sud et des îles Vierges. Son principal objectif est de promouvoir un système intégré de recherches, de formation, d'information et de documentation pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade (BPOA) et de la Stratégie de Maurice. La coopération des institutions participantes vise à : a) élaborer et appliquer dans les PEID un cursus du niveau de la licence ; b) concevoir des programmes de formation pour le renforcement des capacités nécessaires à la mise en œuvre du BPOA et de la Stratégie de Maurice ; c) définir les points de vue, les valeurs et les compétences requis pour les campagnes de sensibilisation et d) définir une méthodologie pour les programmes de recherche. L'UCSIS organise également des réunions d'un petit comité d'enseignants et d'administrateurs de ces universités afin d'élargir la portée de ses réflexions et de ses procédures. Depuis ses débuts, en 2006, l'UNESCO accorde son soutien à l'UCSIS en le rattachant au réseau UNITWIN.

Contribution de ED/HED/RIQ, SC/PSD/SII, Bureau de Kingston



© UNESCO Education



© Gillian Cambers



© Mahdres College of Higher Education



© Allen Conratt



© Andy Paul



© Gillian Cambers

CRÉATION D'UNE UNIVERSITÉ AUX SEYCHELLES

À la demande du ministère de l'éducation des Seychelles, l'UNESCO, alliée à d'autres partenaires, apporte son concours à la création d'une université aux Seychelles. Cette démarche a pour objectifs : a) de satisfaire la demande d'enseignement supérieur ; b) d'inverser la tendance des bacheliers à partir étudier à l'étranger, c) d'attirer des étudiants étrangers, notamment des îles voisines ; d) d'élargir le choix actuel des disciplines après le lycée en introduisant la gestion de l'environnement ; e) de créer un cursus complet pour le diplôme de formation des enseignants et f) d'aider à évaluer les besoins, de manière à identifier les modalités les plus appropriées à cet enseignement aux Seychelles (face à face, outremer, à distance, en franchise etc.). Cette université ouvrira ses portes aux étudiants fin 2009 avant une ouverture officielle en 2010. Une école post-lycée existante est en cours de transformation afin d'y accueillir les premiers étudiants en attendant la construction de nouveaux locaux.

Contribution de ED/HED/RIQ



Plate-forme intersectorielle sur l'éducation au service du développement durable

Face aux défis mondiaux actuels, l'éducation constitue un élément de réponse capital au niveau international. Elle encourage le changement des comportements, ce qui est fondamental pour une vie en société plus durable. En tant qu'agence responsable de la coordination et de la mobilisation pour la Décennie des Nations unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD), l'UNESCO soutient l'intégration des principes, des valeurs et des pratiques du développement durable dans tous les domaines de l'éducation et de l'apprentissage.

La plate-forme intersectorielle sur l'éducation au service du développement durable coordonne les travaux de l'UNESCO en faveur de la DEDD, en ciblant des domaines tels que la politique, le renforcement des capacités, l'amélioration des savoirs et la sensibilisation du public.

Au sein de la DEDD, les États membres des PEID définissent les éléments qu'ils considèrent comme vitaux dans leur contexte local. En mai 2005 par exemple, les ministres de l'éducation du Pacifique ont désigné l'enseignement technique et professionnel de qualité comme essentiel pour développer leur indépendance économique et créer un personnel qualifié au sein d'une société durable. Avec son approche holistique, la DEDD est indispensable pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, tout en contribuant aux objectifs de la stratégie de Maurice.

www.unesco.org/education/desd

ENVIRONNEMENT NATIONAL ET RÉGIONAL FAVORABLE

ÉVALUER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PEID

En partenariat avec les organismes d'enseignement supérieur de la région, l'UNESCO a entrepris deux études qui répertorient ce qui se fait de mieux comme approches des défis liés au développement durable dans le Pacifique et les Caraïbes. Elles font état, notamment, de la compréhension de ce concept au plan local, national et régional ; des attitudes face au développement durable ; ainsi que d'une évaluation du rôle potentiel de l'UNESCO pour relever ces défis.

Contribution de SC/PSD/SII, Bureaux d'Apia et Kingston



© E. Waterman

RESSOURCES TERRESTRES, CÔTIÈRES ET MARINES

RÉSERVES DE BIOSPHERE DANS LES ÎLES

En 2006 le bureau de l'UNESCO à Djakarta, la Commission nationale coréenne pour l'UNESCO et le gouvernement de la province autonome spéciale de Jeju, (République de Corée), ont lancé une initiative régionale de coopération intitulée « l'initiative de Jeju ». Elle a pour objectif d'amener les pays d'Asie et du Pacifique, y compris leurs PEID, à renforcer le rôle que jouent les réserves de biosphère insulaires et côtières dans la réduction des effets du changement climatique et à s'y adapter, ainsi qu'à promouvoir le développement durable. Cette initiative concourt, avec d'autres, à la création d'un réseau mondial de réserves de biosphère insulaires et côtières.

Le Séminaire international de formation sur les réserves de biosphère des Caraïbes a été organisé en 2009, conjointement par le comité du MAB de la Jamaïque,

VISION DES JEUNES POUR LA VIE DANS LES ÎLES

L'initiative Vision des jeunes (YV) œuvre au renforcement des capacités des jeunes et à leur implication dans le développement durable des PEID. Les jeunes expriment la façon dont ils désirent voir leurs îles évoluer et ils entreprennent des projets englobant l'environnement, la santé, les conditions socioéconomiques et culturelles. Lancée en 2004, YV est soutenue par de nombreuses organisations au niveau national, régional et interrégional. Depuis 2006, YV bénéficie du programme conjoint des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Il parraine des actions aidant les jeunes insulaires à combattre cette affection. Un récent appel à propositions adressé à la jeunesse a abouti à l'attribution de subventions à 11 projets provenant des PEID de l'Atlantique, du Pacifique et de l'océan Indien. En cours de réalisation, ces projets prendront fin d'ici novembre 2009.

www.youthvisioning.org

Contribution de SC/PSD/SII, EDUSIDA, SHS, Bureaux d'Apia, Dakar, Dar-es-Salam, La Havane et Kingston

la Commission nationale jamaïcaine pour l'UNESCO et l'UNESCO, avec une contribution financière du gouvernement espagnol. Traitant essentiellement des réserves de biosphère insulaires et côtières, ce séminaire s'est avéré à la fois opportun et essentiel pour la Jamaïque, qui est sur le point de nommer sa première réserve de biosphère. Par ailleurs, le séminaire a plaidé pour la création d'un mécanisme de mise en réseau des réserves de biosphère dans les pays anglophones des Caraïbes, qui pourrait être le prélude à la création d'autres réserves dans la région.

Dans le Pacifique, le réseau régional des réserves de biosphère (PacMAB) permet aux réserves de biosphère nouvelles et émergentes des petites îles de débattre et de s'entraider. Le PacMAB tiendra en décembre 2009 sa 3ème réunion, au Centre Est-Ouest de Hawaï, (Etats-Unis)

Contribution de SC/EES, Bureaux de Djakarta et Kingston.

RESSOURCES EN EAUX DOUCES

GESTION DURABLE DE L'EAU DANS L'OcéAN INDIEN

Le bureau de l'UNESCO à Dar-es-Salam finance la formation sur la gestion intégrée des ressources en eau dans les PEID de l'océan Indien. Au cours d'une session de formation aux Seychelles en juillet 2008, destinée aux gestionnaires en eau de Maurice, Madagascar et des Seychelles, plusieurs problèmes chers aux PEID ont été traités. Si certains pays, comme les Seychelles, connaissent tous les ans des restrictions d'eau et des sécheresses, d'autres, qui n'en manquent pas, ont du mal à y accéder ou à l'exploiter. Madagascar et Maurice ont constaté que faute d'une bonne planification, les ressources en eau ont été affectées, ce qui entraîne la hausse du prix de l'approvisionnement. La question de la pollution de l'eau douce a également été soulevée.

Contribution de SC/HYD, Bureau de Dar-es-Salam

CATASTROPHES NATURELLES ET ENVIRONNEMENTALES

PRÉVENTION DES PHÉNOMÈNES OCÉANIQUES EXTRÊMES

Dans les pays soumis aux tsunamis, l'un des principaux obstacles à une estimation précise des dégâts potentiels du tsunami est l'absence de données bathymétriques (de profondeur) exactes, indispensables à la modélisation des tsunamis. De plus, les relevés bathymétriques, qui sont coûteux, doivent être régulièrement mis à jour, car la profondeur peut être altérée par des facteurs à la fois naturels et humains. Partie intégrante du programme de l'UNESCO-COI de gestion intégrée de la zone côtière, COAST-MAP-IO participe à la mise en place de ces moyens dans 12 pays, dont 4 PEID : les Comores, les Maldives, Maurice et les Seychelles.

La COI de l'UNESCO coordonne la mise en place de systèmes d'alerte précoce aux tsunamis et autres risques océaniques dans les Caraïbes (CARIBE-EWS). Les pays s'évertuent à mettre en place ces systèmes depuis 1990. Par ailleurs, la COI apporte régulièrement son concours à des formations et autres manifestations régionales. Ce sont les éléments clés de son soutien continu à la prévention des catastrophes côtières et océaniques dans les PEID de la région des Caraïbes.

Contribution de la COI, Bureaux de Bangkok et de Kingston

Le comité des représentants des PEID

Le *Comité des représentants des PEID auprès de l'UNESCO* a été créé en 2006 par les États membres des PEID de l'Organisation afin de renforcer le soutien de l'UNESCO à la Déclaration et à la Stratégie de Maurice, en rassemblant davantage de résultats ciblés dans ce sens. Il travaille en étroite collaboration avec le secrétariat de l'UNESCO afin de :

- exploiter au mieux l'abondance des informations et l'expertise au sein de l'Organisation en les canalisant vers les États membres des PEID ;
- examiner, diffuser et partager ces informations avec toutes les parties prenantes des îles ;
- apporter des éclairages nouveaux sur les politiques et les problèmes concernant les PEID et l'UNESCO ;
- donner plus de poids aux PEID en leur permettant d'unir leur voix autour des sujets qui leur tiennent à cœur à travers tous les programmes de l'UNESCO.

Contribution des délégations de Maurice et de Saint-Kitts-Et-Nevis auprès de l'UNESCO

Plate-forme intersectorielle pour les petits États insulaires en développement (PEID)

ADG Chef de file : W. Erdelen, Sous-Directeur général pour les sciences exactes et naturelles

Responsable de la plate-forme : D. Nakashima, Chef de la Section des petites îles et des savoirs autochtones, Division des politiques scientifiques et du développement durable

Secteurs participants : Éducation, Sciences naturelles, Sciences sociales et humaines, Culture, Communication et information

Cette brochure est le résultat d'un travail collectif de collègues appartenant aux cinq secteurs du programme de l'UNESCO au siège ainsi que dans les bureaux hors siège (Apia, Dakar, Dar-es-Salam, Doha, La Havane, Djakarta, Kingston, Libreville, New Delhi et Port-au-Prince) ainsi que du personnel d'autres institutions et organisations. Que soient remerciés tous ceux qui ont offert des informations, des idées, des textes et des graphiques.

Compilé et édité par : H. Thulstrup, K. Ikhlef et S. Ledauphin

Traduit de l'anglais par : N. Levy

Illustrations et maquette : Pica Publishing, London. publish@picapublish.com

Photographies des deux couvertures : © Thomas Jensen

Publié en septembre 2009 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 7 Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2009

Référence suggérée : UNESCO 2009 Vent de changement sur les îles – La plate-forme intersectorielle de l'UNESCO pour les PEID, UNESCO, Paris.



Les appellations employées et les données qui figurent dans ce document n'impliquent de la part du secrétariat de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Point de contact :

Douglas Nakashima,
Responsable de la plateforme
intersectorielle pour les PEID
Point focal pour les PEID
UNESCO (SC/PSD/SII)
1, rue Miollis,
75732 Paris Cedex 15
France
Fax : +33 1 45 68 58 08
Courriel : sids@unesco.org
<http://www.unesco.org/en/sids>



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture